

La commission européenne jure qu'elle n'assassine pas le label rouge du poulet dominical, pourtant...

écrit par Christine Tasin | 18 février 2023





Marianne aurait-elle dévoilé un plan destiné à demeurer secret, pour le plus grand bonheur des élevages intensifs de volailles allemands et polonais ? Cela semble plus que probable.

Tout commence début février avec un article au titre expressif :

Adieu poulet du dimanche ! Quand la Commission européenne assassine le label Rouge...

Et les explications qui suivent semblent claires :

En torpillant la réglementation de l'élevage en plein air pour favoriser le lobby industriel allemand avec l'accord de l'Élysée, Bruxelles sonne le glas des labels de qualité dont dépend l'excellence de la volaille française.

Absorbés que nous étions par le conflit poutino-zélenkien,

par la crise énergétique, l'inflation menaçante, la guerre des retraites, le péril chinois, nous en avons un peu oublié les méfaits de ce fléau qu'est la Commission européenne. Qu'a-t-elle fait cette fois-ci ? Rien de moins que de planifier l'éradication de la volaille française de qualité, notre bon vieux poulet dominical, en poignardant dans le dos les labels qualitatifs dont le consommateur se prévaut pour être sûr de son choix. La méthode est particulièrement sournoise et révèle, une fois de plus, le véritable objectif des instances européennes : éliminer toute entrave à l'enrichissement des marchés. Au nom de la libre concurrence, on détricote la loi pour permettre aux marchands de malbouffe d'éliminer ceux qui leur font de l'ombre. En ce sens, le poulet est tout un symbole puisqu'il est l'un des aliments ayant subi la plus massive et violente des industrialisations, avec des élevages intensifs en batterie, surtout en Europe de l'Est, puis dans le monde entier, jusqu'au Brésil, où l'on dépasse l'abomination. Une réalité qui incite depuis longtemps la filière de la volaille de chair française à réagir en développant des élevages de qualité. **Nous connaissons tous le poulet label Rouge, avec ses nombreuses variantes locales, comme le poulet de Loué, de Saint-Sever, de Janzé, de Licques, de Challans, du Périgord, du Lauragais, du Berry, du Gâtinais, des Cévennes, d'Auvergne, du Béarn, etc., aujourd'hui au nombre d'une quarantaine.**

[...]

Cette filière obéit à des normes de production drastiques [...]. Un niveau d'exigence spécifique à la France obtenu au terme d'un combat mené durant des décennies par des éleveurs soucieux de se distinguer de la filière industrielle et de ses horreurs. Comme pour certains autres aliments, comme le pain, on peut parler de conquête sociale au profit du consommateur

[...]

présenté à Bruxelles en décembre 2022, **un projet de**

nouvelles normes prévoit d'annuler le caractère obligatoire de la réglementation actuelle en rendant facultatives les contraintes liées à l'élevage en plein air et en liberté. Ainsi, à partir de février 2023, si la Commission ne revient pas sur sa décision, tout opérateur européen pourra user de mentions non réglementées pour étiqueter sa production.

Si les initiés un peu vigilants pourront vérifier leurs achats, la grande masse des consommateurs, elle, se laissera abuser. Cette concurrence déloyale et trompeuse portera fatalement préjudice à la filière française de qualité, qui représente aujourd'hui 17 % du marché de la volaille. Déjà que près de 90 % de la volaille servie en restauration collective, cantines scolaires, Ehpad et hôpitaux est importée, c'est au tour de ce trésor alimentaire de faire les frais du néolibéralisme financier.

Imposée par l'Allemagne, où le lobby industriel contrôle le réseau des élevages intensifs, dont les filiales s'étendent en Pologne, où l'on abat plus de 1 milliard de poulets par an, mais aussi en Roumanie et en Bulgarie, où sévissent des centaines d'usines, dont certaines comptent plus de 120 000 volailles, cette dérégulation brutale, allant dans le sens contraire de l'histoire et de la demande des consommateurs, est un coup dur pour l'agriculture française. Nous voudrions bien savoir ce qui a conduit l'Élysée et Matignon à consentir une telle régression aux lobbys bruxellois et au commissaire polonais à l'Agriculture, Janusz Wojciechowski. Il est vrai que, pour fabriquer un cordon-bleu, il n'est pas besoin de poulet tricolore.

[...]

Suite de l'article réservée aux abonnés

<https://www.marianne.net/art-de-vivre/le-gout-de-la-france/adi-eu-poulet-du-dimanche-quand-la-commission-europeenne-assassine-le-label-rouge>

La chose semblait entendue mais il semble que les protestations (et les volailliers semblent avoir eux aussi, heureusement, quelques lobbies efficaces) aient contraint, chose trop rare pour ne pas la souligner, la Commission européenne à multiplier les déclarations qui se veulent rassurantes. Non, vous n'avez rien compris, crois de bois, crois de fer, si je mens je vais en enfer, on ne touchera pas au label d'excellence, le Label rouge.

Parlons peu, parlons poulet ☐

On entend ces derniers jours que la Commission aurait pour projet la suppression du [#LabelRouge](#), ou encore de l'AOP Volaille de Bresse.

C'est entièrement faux. Ces craintes infondées confondent en réalité deux sujets ↓

(1/11) pic.twitter.com/sf4F9sUTai

– Commission européenne ☐☐ (@UEFrance) [February 17, 2023](#)

Une fois de plus nous prennent pour des jambons... en répondant, exprès, à côté de la plaque. Non, non, bonnes gens, on ne supprimera pas le « label rouge »... on autorisera juste tous les autres label, toutes les autres appellations... fantaisistes ou pas, amenant les consommateurs à ne plus retrouver leurs poulets. Le Label rouge sera noyé au milieu de dizaines d'appellations que les Français croiront dur comme fer, ayant pris l'habitude, justement, des appellations et autres Label garanties.

Plus la Commission européenne multiplie les tweets pour se défendre, plus les consommateurs comprennent que, peu à peu, sous le poids d'une concurrence mensongère, le poulet de qualité, le Label rouge va disparaître et ne nous laisser

que le poulet élevé en batterie étiqueté par exemple « *poulet choyé dans nos basses-cours* » !



Commission européenne   · 17 févr. 2023 

 **FRANCE** @UEFrance · [Suivre](#)

En réponse à @UEFrance

D'abord, le sujet des labels de qualité (Label Rouge et AOP en l'occurrence, mais aussi IGP par exemple).

Ces labels ont chacun leur cahier des charges propre.

Il n'est absolument pas question de les supprimer, ni de les vider de leur sens.

(2/11)

Commission européenne  

 **FRANCE** @UEFrance · [Suivre](#)

Les consommateurs continueront donc de trouver des poulets Label Rouge ou AOP Volaille de Bresse dans les rayons.

La promotion des labels de qualité fait d'ailleurs partie intégrante de la Politique agricole commune !

(3/11)

7:56 AM · 17 févr. 2023 

 9  Répondre  Partager

[Lire 2 réponses](#)

Le Frexit, vite, avant que nos enfants ne soient empoisonnés par leurs vaxxins, leurs poulets aux hormones et les cafards incorporés à la farine et aux gâteaux. Sauf pour les courageux qui, suivant les [conseils d'Anne Lauwaert](#), auront soigneusement choisi leurs poules pondeuses et leurs poulets élevés dans leur jardin. Mais c'est une autre histoire.

Question subsidiaire de la Béotienne de service : *pour qui « Marianne » la mal nommée a-t-elle fait campagne, et contre qui, aux dernières présidentielles ?*